

Retombées
de
l'affaire
Marchais
pages 1 et 4

P
L
O
G
O
F
F
P
A
G
E
3

Grève
des instituteurs
de la
région parisienne

PAGE 5

Informations
internationales P. 6

Psychologie
de groupe
dans
les banques
Analyse
d'une
expérience
vécue
page 8

Devant les retombées de l'affaire Marchais,

le « milieu » qui regroupe les caïds de la politique politicienne, serre les fesses !

L' affaire Marchais poise les doigts et on a de la peine à tenir le stylo pour écrire ! Bien sûr, l'affaire est banale et le tapage qu'elle provoque, dérisoire ! Entre 1940 et 1945, Marchais aurait travaillé en Allemagne ? La belle affaire ! Au cours de cette période tragique de l'histoire de l'humanité, c'est toute la population française, sans parler des populations européennes, qui a travaillé sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement, pour le Grand Reich ! La situation était tragique, les hommes avaient faim, il fallait bien vivre ! Dans sa lettre, un peu tardive, la première femme de Marchais le dira avec beaucoup de dignité. Pour un jeune homme de 20 ans, sans appui politique, marié et père d'un enfant, il n'y avait pas d'autres solutions que d'accepter, pour vivre, le travail qui s'offrait à lui. Volontaire pour travailler en Allemagne, pour construire le mur de l'Atlantique, pour faire tourner les usines de la banlieue parisienne, pour cultiver les céréales en Beauce, céréales qui seront acheminées de l'autre côté du Rhin ou requises par l'occupant, pour exécuter ces travaux, quelle différence ? Les hommes de ma génération se rappellent la misère physiologique de ces milliers de jeunes gens, préoccupés de vivre en attendant des jours meilleurs et qui, à la Libération, acclameront de Gaulle et se déclareront réfractaires, comme ils avaient acclamés Pétain en se déclarant pour la collaboration. Marchais fut de ceux-là et il ne fut pas seul. Tous les hommes n'ont pas la vocation ou l'occasion d'être des « héros » !

Mais Marchais sera la victime du parti où il adhéra sur le tard (il vaut mieux tard que jamais). On lui reprochera de ne pas avoir reconnu être allé travailler en Allemagne ? Il fut la victime de la politique imbécile du parti auquel il désirait adhérer ! Le parti communiste était devenu un parti nationaliste, le parti des 75 mille fusillés ; celui du chauvinisme le plus forcené, le parti du « reprenez vos manches », celui de la grève, l'arme des trusts. Marchais s'est tu et il ne pouvait guère, dans le climat qui régnait alors, « confesser » ce que les staliniens considéraient comme un crime. C'est par la suite que le parti auquel on ne cache rien, apprendra la vé-

rité et il fera alors le nécessaire pour la camoufler derrière l'alibi du STO, en échange d'une fidélité exemplaire à Thorez, alors le « premier stalinien de France », puis, par la suite, à l'appareil du parti et à la mafia internationale, qui le manipulent.

L'affaire Marchais est une affaire banale ! Elle serait restée ignorée si elle n'avait pas été réveillée, pour étayer un gigantesque règlement de comptes entre les directions des partis communistes européens et les anciens membres de ces directions, expulsés voire assassinés depuis quarante ans. Depuis la guerre d'Espagne et la Seconde Guerre mondiale, tous les dirigeants qui avaient participé, souvent de façon brillante, à la lutte contre le fascisme, portaient ombrage à Staline, et par voie de conséquence à Thorez « le déserteur » ! Tous, à part Tito et pour cause, seront liquidés sans scrupules. Et en France, Tillon, Marty et j'en passe, ne devront qu'au climat démocratique du pays, d'échapper aux griffes du parti ! Aujourd'hui, ce sont ceux-là qui mènent la chasse au Marchais et à quelques autres, et ils ne lâcheront pas leurs proies. Ne nous trompons pas sur leur compte, ils ont été élevés dans le sérail, lorsqu'ils étaient à la direction du parti, ils ont participé aux mêmes saloperies, dont ils seront plus tard les victimes. Ce ne sont pas des enfants de chœur et ils connaissent la musique qui se joue entre les « camarades » pour accéder au pouvoir ! Ce sont eux qui ont précipité Marchais sous les projecteurs des médias et les journalistes quotidiennement injuriés par Marchais et ses acolytes, se chargeront de donner à l'affaire toute la publicité souhaitable ! Cette affaire Marchais est une affaire sordide de règlements de comptes tels qu'on en voit à la une des journaux, entre malfrats, et qui est transposée dans le milieu politique faisandé ! Marchais, si le parti le veut, s'en tirera, jusqu'au moment où le parti, voulant se débarrasser de lui, ressortira le dossier en avouant bien humblement qu'ils s'étaient trompés en couvrant le traître et le collaborateur Marchais ! Mais l'affaire Marchais serait sans importance si ses retombées ne réveillaient la pourriture profonde de ce monde politique qui nous gouverne.

suite page 4

A LA PETITE SEMAINE Royer anarcho- syndicaliste ?

Durant une semaine, du 10 au 15 mars, les bus de la ville de Tours sont en grève, grève très suivie. La municipalité a engagé des jaunes, en l'occurrence la société OUAIRY, et surprise... on monte dans le bus et c'est gratuit (!).

Bonne aubaine, merci M. le maire, dit la charcutière de mon quartier, chez qui la guele de G. Nicoud a détrôné, sur le mur, l'équipe de football de la paroisse. Cette trouée n'a pas compris que son trajet elle le paiera deux fois dans les impôts locaux.

Dire qu'il y a déjà au moins dix ans, des copains anarchistes des syndicats désaient aux chauffeurs de bus : « Faites la grève de la gratuité. Les usagers ne seront pas gênés, vous aurez la popularité qui renforcera votre rapport de force ».

En sortant de la Bourse du Travail, les pauvres busmen qui n'en croyaient pas leurs yeux, n'ont pu que boire un Ricard de plus au café du coin.

Si la SNCF contre les copains grévistes fait comme Royer, Barre, pour son quatrième plan, nommera Rocard comme chef de cabinet, car cette politique anti-usagers va poser un sacré problème de financement.

Attendons encore un peu, et les bidasses, vous les aurez, vos transports gratuits.

A. CRAPAUD

FOP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 HERAULT : BEZIERS
 RHONE : LYON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 HT RHIN : MULHOUSE
 LOIRE : ST ETIENNE
 HERAULT : BEZIERS
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
 OISE : CREIL
 NORD : VALENCIENNE
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 NORD : FACHES-THUMESNIL
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
 EURE : EVREUX
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTIS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (13^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58).

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrain-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Liaison Blois : BP 803 - 41008 Blois-cédex.

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13^e) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local). Les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Auriol.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Puces de Toulon (La Vallette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend Le Monde Libertaire tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les militants du groupe libertaire de Ris-Orangis (91) invitent leurs sympathisants(els) de Ris et d'Eury, à les contacter en écrivant aux Relations Intérieures (3 rue Ternaux 75011 Paris) ou en les rencontrant sur le marché de Ris, tous les samedis de 10 à 12 h où ils vendent le M.L.

La liaison Poitiers appelle les libertaires de Poitiers à la contacter en vue de la formation d'un groupe. Ecrire aux R.I. qui transmettront.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les vendus du Monde Libertaire, les dimanches matin au Marché aux Puces de la plaine Achille.

Le groupe du 14^e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Fresnes-Antony vient d'éditer le n°5 de sa feuille locale La Commune Libertaire. On peut la recevoir sur simple demande en glissant un timbre de 1,30 F pour l'expédition.

Les sympathisants du Mans sont invités à prendre contact avec les Relations Intérieures en vue de créer un groupe sur Le Mans (Sarthe).

Région toulonnaise : vente du M.L. le samedi matin au Marché de Toulon.

La tete libertaire organisée par le groupe d'Amiens (F.A.) et ses sympathisants aura lieu, cette année, le week-end des 14 et 15 juin au parc de Montières à Amiens.

Le groupe invite tous ceux qui sont intéressés (chanteurs, groupes de musique diverse, troupes théâtrales, etc.) par l'organisation et la participation à cette fête, à la contacter dans les meilleurs délais. Première réunion de préparation le mercredi 26 mars à 20 h 30, salle Dewailly à Amiens.

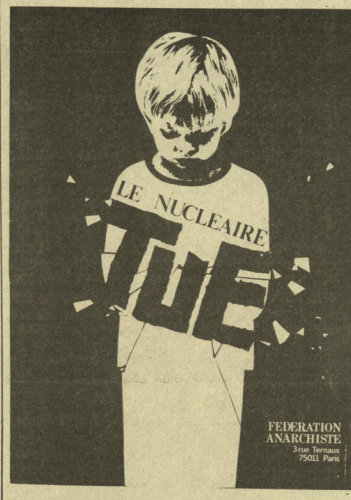
Permanence antimilitariste

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M° Blanche)

tous les samedis de 15 à 18 h 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 636 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony

En vente à Publico 0,60 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires 2 F l'unité sur place PAS DE COMMANDE EN-DESSOUS DE 10 EX.

Le groupe Fresnes-Antony organise une réunion de formation anarchiste sur MALATESTA avec la participation du groupe Varlin mercredi 26 mars à 20 h 30 en son local 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony)

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Sacco-Vanzetti a édité une affiche Moscou 80 Un record olympique ! Après une révolution trahie 60 ans d'exploitation capitaliste... 60 ans de dictature marxiste... Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessus de 10 ex. et de 0,60 F à partir de 10 ex.

Le Cercle d'Etudes Libertaire (groupe Sevrain-Bondy) organise une réunion d'information sur le thème « Proudhon, théoricien de l'anarchie » le samedi 22 mars à 16 h 30 au cent : Alfa 3 allée des Pensées 93140 Bondy

A l'occasion des J.O. le groupe Commune de Kronstadt a édité une affiche A Moscou comme ailleurs... solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international En vente à Publico : 0,70 l'unité à partir de 10 ex., 2 F l'unité au-dessus de 10 ex.

Le groupe de Massy-Palaiseau vient d'éditer La chair à canon et autres textes de Manuel Devaldes En vente à Publico 20 F

La Fédération Anarchiste d'Angers organise un meeting sur LES PAYS DE L'EST le samedi 29 mars à 20 h 30 Salle Jean Macé - rue Pré Figem à Angers Projection du film « Dix années de normalisation Avec la participation d'exilés bulgares

Vient de paraître La Mémoire sociale, revue d'humeur du groupe Voline. Au sommaire du numéro 1 : Adresse au prolétariat sur les conditions minimums de réalisation, relative à l'autogestion généralisée ; Rest in Peace ; Ethnologie et anarchisme ; Humeurs. En vente à Publico : 8 F

Vient de paraître VOLONTE ANARCHISTE N° 9 Autogestion, gestion directe... et La F.A. et l'autogestion de Maurice Joyeux En vente à Publico 10 F Vous pouvez vous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros 80 F, de soutien 120 F. Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir un ou des numéros déjà parus. Adresse pour les abonnements : Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes - 92160 Antony. Règlement à CCP A.S.H. 2160042 C Centre Paris.

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.06 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF	
	France	Étranger
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

Tarif Étranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en br
 Le samedi à Charleville vingtaine de se sont enc de Charles place Duca de la refus arb Commissio d'accorder collectives
 Après avoir pagination, reportages photos, La cette fois-ci toute paruti déterminati équipe qui la survie de dettes immo s'accumule être couver
 Les 22 et 23 rencontre-dé Cela débute mars à 17 h sur-Belle (D hébergement à condition (49) 26-80-4 se situe entr sur la RN 14 proposés front divers fronts antimilitaris militaire, les face à la gu
 Avis de Rech
 Les habitan veulent pas nucléaire l F constitué un foncier agric permet de r nécessaire à convoités pa lesquels ils une bergerie
 NC
 M. Ragon L'accent de L'homme et L'architecte et la démoc Histoire de prolétarienn Panait Istru Vers l'autre M. Sorel La décompe marxisme En di Les quatre Chansons ar La Commu
 Som
 PAGE 1 L'affaire Mar
 PAGE 2 Activités F.A
 PAGE 3 En bref Plogoff Du côté des Le sang a co
 PAGE 4 Sécurité Soc Guerre d'Esp
 PAGE 5 Instituteurs
 PAGE 6 Relations Int
 PAGE 7 Livres Guy Demays
 PAGE 8 Cinéma
 PAGE 8 Psychologie d

en bref... en bref...

Le samedi 8 mars, vers 14 heures, à Charleville-Mézières, une vingtaine d'antimilitaristes se sont enchaînés à la statue de Charles de Gonzague, place Ducale, pour protester contre le refus arbitraire de la Commission Juridictionnelle d'accorder les demandes collectives de statut.

Après avoir réduit sa pagination, supprimé les reportages trop onéreux, les photos, *La Gazette Ouverte* risque, cette fois-ci, de cesser définitivement toute parution. En dépit de la détermination de la nouvelle équipe qui continue à assurer la survie de la C.O., les dettes innombrables s'accumulent et ne peuvent être couvertes.

Suite à la rénovation du centre de Serres (Hauts-de-Seine) (cf. M.L. 334, article : main basse sur la ville) et aux exactions commises par la police ces derniers temps, il s'est créé un comité de défense contre les pratiques policières.

Les 22 et 23 mars aura lieu une rencontre-débats sur l'antimilitarisme. Cela débutera le samedi 22 mars à 17 h au CPO de Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres), repas et hébergement sur place, à condition de téléphoner à CPO (49) 26-80-44. Celles-sur-Belle se situe entre Niort et Melle sur la RN 148. Les débats proposés font le point sur les divers fronts de lutte antimilitaristes, le pouvoir militaire, les antimilitaristes face à la guerre, etc.

Atis de Recherche n°16 est paru.

Les habitants de Plogoff ne veulent pas de centrale nucléaire ! Pour cela, ils ont constitué un groupement foncier agricole qui leur permet de recueillir l'argent nécessaire à l'achat des terrains convoités par EDF et sur lesquels ils comptent implanter une bergerie.

NOUVEAUTÉS

M. Ragon	
L'accent de ma mère	55 F
L'homme et les villes	44 F
L'architecte, le prince et la démocratie	44 F
Histoire de la littérature prolétarienne	59 F
Panait Istrati	
Vers l'autre flamme	22,50 F
M. Sorel	
La décomposition du marxisme	26 F
En disque ou cassette	
Les quatre Barbus	
Chansons anarchistes	45 F
La Commune de Paris	45 F

Sommaire

PAGE 1	L'affaire Marchais
PAGE 2	Activités F.A.
PAGE 3	En bref
	Plogoff
	Du côté des rats
	Le sang a coulé
PAGE 4	Sécurité Sociale
	Guerre d'Espagne
PAGE 5	Instituteurs
PAGE 6	Relations Internationales
PAGE 7	Livres
	Guy Demaysoncel
	Cinéma
PAGE 8	Psychologie de groupe dans les banques

DU CÔTÉ
DES
RATS

A Chelles (77), à la sortie d'un lycée polyvalent, une camionnette attend. Elle est orange, neuve, et n'a pas de plaques d'immatriculation. Les portes du lycée s'ouvrent et, libérés de leurs soucis, les lycéens sortent, comme une grappe d'abeilles d'une ruche. Enfin respirer le soleil qui n'est jamais le même, d'un côté et de l'autre des grilles.

C'est l'heure des rats. Ils sont une bonne dizaine. Masqués, manches de pioche, barres de fer, lacrymogènes : toute la panoplie quoi ! Ils bondissent de la camionnette et foncent en hurlant. Surprise chez les lycéens. Et les fafs se mettent à cogner : tout ce qui ressemble à un Arabe et qui se trouve à portée de leurs mains, se prend, qui un pied dans les couilles, qui un manche de pioche à travers la gueule. Les autres rien. Le temps de la surprise passée, les lycéens commencent à se barrer, laissant les autres sur le terrain.

Les fafs avaient prévu leur coup. Ils se souviennent très bien de cette règle que leurs instructeurs en guérilla ont dû répéter et ré-répéter : dans toute action de guérilla, notamment les embuscades, il faut frapper très fort et très vite, mettre tout le paquet d'entrée, et se retirer le plus vite possible, même quand on a l'avantage ; ceci afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps d'organiser une riposte. Plus l'attaque est dure et spectaculaire, plus l'effet de la surprise, c'est-à-dire la paralysie de l'adversaire, est long, et plus on peut frapper. Mais quoiqu'il en soit, il faut se retirer très vite.

De cette tactique, on tire un double avantage :

- 1) Pas de blessés, ce qui fait que les attaquants ne sont pas gênés dans leur retraite et peuvent disparaître aisément.
- 2) Effet psychologique : c'est ce sur quoi les fafs comptent surtout : jouer sur les vieux réflexes mystiques qui les font apparaître comme une vision de cauchemar ou fantomatique. Ils sont insaisissables. Ils apparaissent où ils veulent, frappent et disparaissent sans que l'on puisse quoi que ce soit. Les instructeurs militaires de guerre psychologique vous diraient qu'il s'agit d'apparaître comme invulnérables dans l'imagination des gens, ce qui pousse ces derniers vers une attitude d'impuissance à la riposte.

L'organisation militaire des fafs est évidente. Ils connaissent leur vulnérabilité : la riposte. Dans la guerre anti-guérilla, on vous apprend que, face à une embuscade ou autre, le seul réflexe possible est : « la boule de feu ». C'est-à-dire : tirer au maximum, de toutes ses armes. Et s'organiser après. Il s'agit de neutraliser au maximum l'effet de surprise : quand des guggues descendent d'une camionnette en gueulant, la seule riposte possible, c'est de foncer dans le tas. OK ! C'est aussi de se prendre une tête, mais ce n'est pas grave et ça peut arriver tous les jours. A partir de ce seul instant, les fafs ont loupé partiellement leur objectif. D'autre part, s'ils sont une dizaine et qu'une vingtaine de lascars osent riposter, ils en laissent au moins un sur le carreau.

Mais en dehors de cet aspect purement militaire :

- dimanche 24 février, le système de désertion de la préfecture de police ne fonctionne pas au siège de l'Aéroflot, ce qui permet à un commando d'environ 30 personnes de manifester à sa façon son opposition : à l'ouverture d'une nouvelle agence Aéroflot à Kaboul ; à l'octroi de congés payés à durée indéterminée au camarade Sakharov ; et au boom financier que l'association France-URSS va connaître, à l'occasion des Jeux du stade à Moscou.

- jeudi 6 mars, les rats attaquent à Chelles, - vendredi 7 mars, la librairie mao du boulevard Sébastopol à Paris est transformée en authentique ruine du XX^e siècle.

- depuis deux mois, en région parisienne, les inscriptions FJ, œuvre française et autres croix celtiques se multiplient, surtout dans les coins à forte implantation ouvrière et où il n'y a pas de groupes d'extrême-droite, - les affiches anarchistes, quand elles ne sont pas arrachées par les sbires du PCF, sont recouvertes par leurs collègues de la vieille « nouvelle droite », - et chacun d'entre nous peut rallonger cette liste.

Ce qu'il faut noter : les fafs agissent souvent en camionnette (J7, estafette, VW, etc.). S'il y en a deux qui collent ou peignent (au rouleau), il y en a une dizaine qui surveille dans une camionnette en planque à côté.

Ils agissent toujours en dehors de leur secteur de résidence : c'est-à-dire que s'il y a des inscriptions fafs dans votre coin, inutile de faire la gueule à votre voisin de palier.

Il y a des équipes constituées et qui se partagent un territoire : par exemple, le 93 le 77, etc. ; en général, elles sont basées à Paris ou en proche banlieue. Il est facile de répéter leur itinéraire, par exemple la RN 3.

Ils ont des « correspondants », avec qui les « commandos » mettent leurs actions au point : patrons de troquets, taxis et autres.

Ceci veut dire qu'ils ne sont pas très nombreux : une seule équipe couvre un secteur. S'il y a de la casse dans tel coin, c'est souvent les mêmes que ceux qui ont fait le coup dans tel autre coin. Leur organisation militaire leur permet cette sorte d'avantage sur les groupes militants qui sont, eux, de type sédentaire. Mais cela sous-entend qu'ils ont des moyens matériels (camionnettes, matériel de propagande, temps libre pour monter les opérations, et peut-être pour payer les cogneurs).

Une seule question reste posée : est-ce que l'agitation actuelle des rats est le signe précurseur d'une nouvelle épidémie de peste, ou ne s'agit-il que d'actions volontaristes ?

Ceci dit, il ne faudrait pas qu'ils oublient que la guérilla moderne fut inventée par un certain Nestor Makho et que toutes les armées du monde, même si elles les ont perfectionnées, se servent des principes de base qu'il a inventés. Entre autres, liaison organique entre la partie offensive et la population locale. Ce que les fafs n'ont pas !

SERGE et JOCELYNE
(groupe Sevrans-Bondy)

Le sang qui a coulé
est le même que
le mien et que le vôtre

Dimanche 9 mars, les Chellois se posaient des questions. L'agression du jeudi les avaient surpris. Ce jeudi 6 mars en effet, à midi, une dizaine d'individus armés de manches de pioche et de bâtons, le visage dissimulé par un foulard, ont attaqué un groupe de lycéens devant la cité scolaire de Chelles en hurlant : « Français, n'ayez pas peur, nous sommes là pour vous sauver. Opération nettoyage ». Après avoir sélectionné leurs victimes, ce commando, dont les membres avaient entre 20 et 30

ans, s'en prirent avec violence aux lycéens d'origine nord-africaine, les pourchassant jusque dans les jardins environnants. Ils rafleront les sacs à main et les portefeuilles des matraqués puis ils repartiront dans une camionnette orange, après avoir dirigé sur les lycéens le jet de plusieurs petites bombes lacrymogènes. Plusieurs élèves furent blessés, et conduits à l'hôpital, dont une jeune fille qui avait la joue ouverte.

Le lendemain de l'agression, suite page 5

C'est la guerre
à
Plogoff

« Sonne l'heure cynique des gros sous. Les chemins de fer éventrent les menez et les talus-bastions croulent dans les ravins. La Bretagne s'aplanit. Sur ses fleuves indomptés s'abattent le mors, le licou et la selle des ponts. Viviane-électricité enlace Trian-Merlin ».

Ewan Guesnou (1912) (1)

Après plus d'un mois d'une dure répression comparable à celle de l'été de Creys-Malville, Plogoff résiste toujours, alors que l'enquête-mascarade, dite d'utilité publique, touche à sa fin.

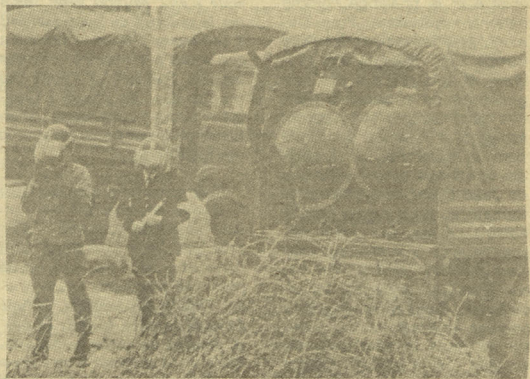
Malgré la volonté nettement exprimée par l'Etat de casser la détermination de Plogoff et des autres communes intéressées par l'enquête, la lutte se poursuit, animée par un comité de défense plus décidé que jamais.

Afin de mener à terme son projet, l'Etat n'a pas hésité à créer une situation de guerre sur tout le Cap Sizun occupé. Les perquisitions, tabassages

et d'avance, comme l'ont trop tardivement compris à leurs dépens les populations de Flamanville et de Braud-Saint-Louis.

En effet, il est maintenant établi que, contrairement à ce qu'affirmait Giscard en 1974, les centrales nucléaires sont imposées par la force aux populations qui n'en veulent pas.

Cela, le comité de défense de Plogoff l'a bien compris et en ne participant pas à l'enquête dite d'utilité publique, il a nettement refusé d'apporter sa caution au processus pseudo-démocratique dont se sert le pouvoir tout le Cap Sizun occupé. Les perquisitions, tabassages



et fichages sont devenus pratiques courantes. Sans oublier les arrestations suivies de condamnations au petit bonheur la chance ; on inculpe ceux que l'on a pu attraper ; en fait ceux qui n'ont pas couru assez vite, ou qui se sont trouvés au mauvais endroit au mauvais moment.

D'autre part, il n'est que de s'en juger par les matériels et les effectifs employés :

- utilisation de blindés légers afin de se dégager des barricades sans cesse rebâties, hélicoptères passant en rase-motte - on imagine la frayeur causée, notamment chez les enfants et les animaux -, les grenades offensives lancées régulièrement lors des affrontements, ainsi que des lacrymogènes à tir tendu. A propos de ces grenades, l'avocat Yan Choucq déclarait, lors du procès du jeudi 6 mars, qu'il y a été lu des inscriptions du genre : « Pour une sale gueule de Breton, bougnoule, etc. ».

- un effectif de plus d'un millier d'hommes, soit 1 pour deux habitants. Un quartier général installé au séminaire de Pont-Croix, « réquisitionné ou acheté » quelques mois auparavant par le ministère de l'Intérieur ? « Cela nous ne le saurons jamais vraiment », « sainte-alliance du sabre et du goupillon oblige ».

Au sujet des forces intervenant lors des affrontements les plus violents à Plogoff, il est à noter l'habileté qui consiste à employer gardes mobiles et parachutistes qui, en cas de « bavures », ne relèveraient que de la justice militaire.

Rarement l'Etat n'aura donc employé un tel arsenal policier, militaire et juridique afin d'appliquer coûte que coûte le semblant honteux de consultation populaire que constitue l'enquête. Enquête sur l'issue de laquelle il n'y a plus d'illusion à se faire, la conclusion étant con-

choix proposé de centrales nucléaires, pour une nouvelle production énergétique, se cache un choix de société. Une société hyper-centralisée qui produit pour consommer et vice versa où la justice se fait à coups de crosses, comme au procès du 6 mars. Et c'est justement à une décision autoritaire émanant d'un tel pouvoir centralisateur, planificateur que s'est heurtée avant tout la population de Plogoff.

Car ne nous y trompons pas, Bretons, Capistes, avant d'être anti-nucléaires, Plogoff se défend tout d'abord pour préserver un monde et des valeurs propres, contre la volonté d'un pouvoir lointain, perçu comme étranger.

De ceci doit se poser la discussion du choix nucléaire, de son refus, et par là même, de la solidarité à apporter à la population à travers les comités Plogoff, les CLIN, qui naissent chaque jour en Bretagne. Le débat prioritaire sur la situation à Plogoff est celui de l'autonomie du cycle de production-consommation, au niveau régional par exemple. A Plogoff et dans cette région, cette autonomie consiste, entre autres, à employer l'énergie éolienne.

Pour nous, anarchistes, le combat à mener dans ces comités ou ailleurs, implique une remise en cause globale de la société de consommation, et doit viser à la destruction des pouvoirs qui tiennent cette société.

L'heure est aux manifestations anti-nucléaires, mais elle est aussi et surtout à faire la preuve du changement nécessaire et possible de la société.

ALAIN (Liaison St Brieu)

(1) Pseudonyme d'Emile Masson, auteur de « Socialisme et Bretagne » (1912), éd. Maspéro.

Guerre d'Espagne

On peut acheter une revue (*Histoire pour Tous* n°16) dans n'importe quelle librairie ou kiosque de gare où elle se trouve à la vue de tous. Au titre : *La Guerre d'Espagne*, on pense avoir à faire à des articles surtout basés sur les querelles ministérielles et les faits d'armes, et non sur les réalisations sociales ! Le premier texte fait la mise au point ! Son titre : « Qui est qui ? Fascistes ? Démocrates ? », laisse croire à une présentation des forces en présence. Erreur ! Le but de J. Dumont est de nous prouver que les insurgés nationalistes n'étaient pas des fascistes. Il nous présente Franco comme un républicain qui, de plus, était de double origine lointaine juive (!?), les carlistes comme des monarchistes et la phalange comme national-sindicaliste. Pour Dumont, avec les années, les deux camps sont devenus très proches, et cela grâce à une longue prise de conscience dans ces deux camps, et le peuple espagnol a retrouvé son unité dans la fraternité. Là, il parle des anarchistes avec le ralliement de Juan Lopez au syndicalisme franquiste, allant même jusqu'à écrire : « Il faut dire que le surnom courant de la phalange était alors *Falange* (de *FAI*, *Fédération Anarchiste Ibérique*), les anarchistes y étant entrés en grand nombre ». Sans vouloir jouer sur les mots comme Dumont, on peut, dès à présent, classer cette revue comme d'extrême-droite et pour preuve, voici la suite des articles qu'elle contient. Le deuxième texte signé par Conrad parle du mouvement carliste qui s'est mobilisé « pour protéger les édifices religieux menacés par les incendiaires anarchistes ». Après, Clara Campoamor s'intéresse aux causes de la faiblesse des gouvernements. Cet article est présenté comme « exceptionnellement impartial », Campoamor étant la déléguée à la SDN pour la République espagnole. Elle n'en dut pas moins fuir la « terre de la *MGD* républicaine » ne voulant pas, comme elle l'écrivit, y « être un de ces détails sacrifiés inutilement ». Pour cet(te) ex-député(e) radical(e) les causes de la faiblesse sont : « le défaut de technique, le manque de discipline et le découragement des républicains causé par la terreur à l'arrière ». Voici quelques extraits de ses colonnes : « D'autres faits plus graves se passèrent au début : prêts à profiter de l'occasion superbe que la chance leur offrait, toutes les femmes de mœurs que la guerre vouait au chômage disparurent de la capitale et s'infiltrèrent parmi d'autres qui, avec un sentiment respectable et une foi sincère, luttèrent au front dans les rangs de miliciens. On se repréente la suite, la débauche régnait au front et de nombreux combattants durent être hospitalisés ». « Madrid offrait un aspect inouï : bourgeois saluant en levant le poing et criant à tous propos la salutation communiste pour ne pas être suspects, hommes en salopettes et espadrilles copiant ainsi l'uniforme adopté par les miliciens ; femmes nu-tête ; vêtements usés, râpés,

toute une invasion de laid et de misère, plus morale que réelle, de gens qui demandaient humblement la permission de continuer à vivre ». « Des camions trépidants et chargés de miliciens arborant toutes sortes de coiffures où prédominaient les couleurs rouge-noir des anarchistes, remplissaient Madrid de leurs cris. Ils chantaient aussi en chœur des strophes de guerre et de massacres, le tout scandé par le refrain : *FAI, FAI, Cénété ! FAI, FAI, Cénété ! Les gens frissonnaient... On devinait que ces courses par les rues marquaient le commencement de perquisitions, que ce chœur tapageur et terrifiant, une fois bien excité, s'éparpillerait par Madrid en petits groupes qui traient un peu partout « faire la petite promenade » aux pauvres gens, livrés par la passivité du gouvernement à ces brutes féroces ». En lisant ces lignes je pensais à un vieux copain, Sandalio, et j'avais des fourmis dans les poings ! Combien faudra-t-il de tracts, d'affiches pour contrebalancer tous ces mensonges ?*

Pour son article, Marcelo Gaya Y Delrué choisira le style écrivain-versaillais du genre A. Dumas Fils. Trois personnes sont dans un presbytère, en train de piller « deux hommes et une femme. Celle-ci dépoitrillée, la jupe déchirée jusqu'au haut de la cuisse, fouillait les tiroirs », etc... G. Roux, lui, s'intéresse à ce « monde d'atrocités » que fut la guerre d'Espagne, et après quelques rares lignes pour le côté franquiste, des pages détaillées pour les républicains avec « dans ces horreurs comme dans toutes les horreurs révolutionnaires, les femmes se font remarquer par leur fureur. Des mégères excitent au pire. Un témoin, Lucien Maulvaut, écrit : « Ah les femmes ! Ce sont elles qui nous poussent au carnage ». Pour conclure, Georges Roux fait la balance des comptes des victimes, soit 30 000 à 35 000 assassinats du côté franquiste contre 110 mille à 115 mille du côté gouvernemental. Pour lui « l'effroyable disparité des atrocités ne tient pas à un meilleur fond des hommes dans un parti plutôt que dans l'autre ; elle est due non à une différence de nature, mais à une différence de structures. Des deux côtés régnaient le fanatisme et la haine. Simplement, dans l'un, il y avait un ordre, en face l'anarchie ».

Pourquoi cette renaissance des mensonges et des calomnies ? Cette comparaison anarchiste, incendiaire, assassin. Une des raisons possibles, c'est le renouveau de la C.N.T.-F.A.I. Ce n'est sûrement pas un hasard si depuis son V^e Congrès où elle a réaffirmé son orientation anarchiste, les coups bas se multiplient, venant de tous les côtés.

Pour conclure, je ne dirais pas que cette revue a sa place dans votre bibliothèque, car sa place, c'est dans les toilettes, mais attention, dans la tinette et non comme papier hygiénique, car c'est déjà de la merde !

BERNARD
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Sécurité Sociale La départementalisation Décentralisation des caisses Décentralisation des luttes

Décentralisation des caisses. Décentralisation des luttes. La Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne (CPCAMRP) est actuellement sujette à une offensive généralisée visant à son démantèlement.

Celle-ci, composée de 23 mille agents dépendant de la même direction, pourrait, dans un avenir plus ou moins proche, être divisée en sept caisses départementales. Ceci sous prétexte d'une « exacte adaptation aux besoins des assurés sociaux », et pour donner « le niveau souhaitable de souplesse et de dynamisme de gestion » selon la direction.



D'après la CGT et le comité d'entreprise, cet objectif n'a pour but que de placer ces caisses départementales sous l'autorité préfectorale, de démanteler un service de 23 000 agents dont le nombre représente une force, et de favoriser la réduction des emplois et la suppression des déroulements de carrière. Il existe, par ailleurs, d'autres inconvénients qui sont : l'éclatement du comité d'entreprise de la région parisienne en sept comités départementaux, entraînant de ce fait une diminution de sa force, ainsi que la décentralisation des organes syndicaux menaçant leur impact par leur dispersion face à sept directions, au lieu d'une à ce jour. Ainsi, si l'on en croit les directions syndicales, hors le centralisme, point de salut pour la lutte des travailleurs !

Si nous ne doutons pas des vœux secrets du patronat en ce qui concerne le démantèlement de la Sécurité sociale, il nous semble intéressant de réfléchir sur cette « décentralisation » qui, pour nous, anarchistes, dans un autre contexte social et économique, ne pourrait que nous satisfaire. Mais quelles répercussions peut avoir cette « décen-

tralisation » au niveau des luttes du personnel ?

Par les déclarations des différents syndicats, il apparaît que la force de ces derniers résidait dans la centralisation de leur propre direction. Doit-on comprendre que la mise en place de frontières départementales administratives représente une barrière trop importante pour qu'elle soit détournée ou pour mettre un échange entre les travailleurs de ces futurs départements ?

Il est vrai que la représentation syndicale est soumise à certaines lois qui, à l'origine, comportaient peut-être certains avantages, mais si ces lois ac-

Les retombées de l'affaire Marchais...

suite de la page 1

Et c'est bien là que se trouve le nœud de l'affaire ! Contrairement aux médias, les hommes politiques se sont tus, embarrassés par l'affaire Marchais. Il est vrai que Marchais, en grande forme, n'a accepté de répondre devant une commission d'enquête qu'à la condition qu'un certain nombre d'hommes politiques fassent comme lui.

C'était une façon de noyer le poisson et un étrange silence a suivi cette proposition ! Où trouver une majorité politique pour nous parler en même temps du sieur Marchais, de de Broglie, de Boulin, de Fontanet et de quelques autres cadavres encore dans le placard ? Et de pousser l'irrespect jusqu'à évoquer le goût prononcé de la famille Giscard pour la joaillerie africaine ? « On étouffe, on étouffe », tel fut le titre de mon article sur l'affaire Boulin. Il pourra resservir sous peu à propos de l'affaire Marchais ! Marchais est sur un terrain sûr et le parti en est tellement persuadé qu'avec l'impudence qui le caractérise, lui qui proteste contre les attaques de la presse, n'hésite pas à rappeler la francisque de Mitterrand, accusation de la même eau que celle dont on prétend l'accuser.

En France, la vie politique axée sur la compétition électorale fait émerger de la classe dirigeante des clans étroitement liés par l'intérêt et, comme les sportifs qui ont besoin des Jeux olympiques pour assurer leur avenir, tous ces politiciens sont des « amateurs marrons ». La disqualification de l'un rejillit sur tous les autres. En dehors même de leur farouche rivalité, ils ont un intérêt commun, protéger les « vertus » du système et c'est ce qui implique les « indignations » du gros Ponia et de quelques autres, lorsqu'on touche à la « vie privée » des parlementaires !

Le scandale est le signe le plus évident de la décrépitude d'un régime, et le scandale auquel nous assistons, ce n'est pas la vie difficile d'un jeune homme de 20 ans aux prises avec une des plus effroyables tragédies de l'histoire, mais cette solidarité du « milieu » pour protéger un des siens, pour lequel on n'a aucune sympathie, mais qui reste une des pièces de la mécanique qui maintient le système en place et qui, sans elle, risque de se désagréger.

Et nous, anarchistes, ce qu'en fin de compte nous reprochons à Marchais, ce n'est pas sa jeunesse qui fut celle de milliers d'hommes en plein désarroi, mais c'est, alors qu'il est devenu un homme mûr, se prétendant réfléchi, il couvre de l'autorité de son parti le massacre de milliers de paysans afghans par les chars soviétiques. Et devant ce crime, les tribulations de l'ajusteur Marchais entre 1943 et 1945 nous paraissent sans grande signification !

Maurice JOYEUX

Aux dernières nouvelles, Marchais aurait rasé les murailles pour le compte du Komintern ou se serait livré au marché noir ! Marrant... mais il est possible de faire mieux !

Groupe FRESNES-ANTONY

Le sang qui a coulé

suite de la page 3

le commissaire de Chelles dira à un journaliste du *Monde* que le commando a dû venir d'une ville environnante, car à Chelles, le maire est communiste (sic) et qu'il n'a jamais entendu parler de groupes d'extrême-droite. Pauvre commissaire, il doit guère sortir de son bureau, sinon il verrait les bombages « *Juifs dehors* » ornés de croix celtiques des amis à Sidos, les affiches « *1 million de chômeurs, c'est 1 million de travailleurs immigrés de trop* » du Front National, des tracts demandant « *une politique de l'immigration plus stricte : pas plus de 5% d'immigrés par commune* » (PFN). Oui, l'extrême-droite existe, elle a même recueilli 700 voix à Chelles aux dernières élections européennes !

Le dimanche donc de nombreux Chellois cherchaient à s'informer en prenant les tracts diffusés sur le marché. Pensez donc « l'histoire » avait fait la première page de *France-Soir*, des articles dans *Le monde*, *l'Humanité*, *Libé* et même le curé en avait fait son sermon dominical ! Deux papiers étaient à la disposition des passants : le premier, signé par 26 organisations, allant des Pionniers de France aux élus municipaux, réclamait une poursuite judiciaire à l'affaire avec arrestation et condamnation des agresseurs ; le deuxième était signé par le groupe anarchiste local qui, pas contacté pour « la riposte unitaire » (les 26 organisations mobilisées rassemblant autant de militants que les groupes anarchistes seuls) et débarrassé ainsi des blocages des signataires, put s'exprimer librement et s'apercevoir, par les nombreuses réactions favorables, que ses positions étaient partagées !

Ce tract remettait dans son contexte l'attaque raciste contre les lycéens de Chelles. En effet, la responsabilité de cet acte odieux n'est pas uniquement le fait des individus qui tenaient les gourdis, mais de tous ceux qui ont créé ce climat raciste et xénophobe. Premièrement, cette agression n'est pas un fait isolé ! Rappelons-nous quelques événements : à Toulouse : tabassage d'un Nord-Africain dans un bar ; à Agen : le patron d'un café refusait systématiquement de servir ces clients trop basanés ; à Marseille, l'année dernière : trois ratonades entre septembre et décembre ; à Strasbourg : deux immigrés torturés par la police ; à Garges-les-Gossesses : des coups de feu sont tirés sur un foyer Sonacotra, etc. La liste est longue de ces attaques ignobles ! Deuxièmement, le racisme augmente toujours lors d'une crise économique,

les patrons et les politiciens qui nous gouvernent ayant intérêt à diviser les travailleurs et à les détourner de leurs préoccupations. Le responsable, ce n'est plus l'exploiteur, mais l'autre, celui qui est basané, sombre de peau, étranger, celui qui ne vit pas pareil, qui ne pense pas pareil... Troisièmement, le gouvernement incite à ce racisme : fichage informatisé des travailleurs immigrés, centre de détention pour les « futurs » expulsés (prison d'Arenç), loi Bonnet sur l'expulsion des étrangers, projets Stoléru visant à restreindre l'immigration, politique du gouvernement qui refuse aux travailleurs embauchés clandestinement la régularisation de leur situation, favorisant ainsi leur exploitation par des « marchands d'hommes ». Face à ces campagnes racistes, à cette utilisation des travailleurs immigrés par le patronat et le gouvernement, la gauche ne réagit guère ! Et comment pourrait-elle réagir, enfoncée dans son patriotisme et son nationalisme bon teint ! Le PCF semble atteindre dans ce domaine des limites inégalables : « *Fabriquons français* », « *Achevons français* », « *Pour la France, votez communiste* », « *J'aime mon pays* », « *Contre les monopoles et leur pouvoir qui sacrifie aux capitalistes l'intérêt national* ». (Quel intérêt national, celui des exploités ou celui des exploités ?)

Le lundi, malgré le mauvais temps, 700 personnes ont manifesté dans Chelles leur révolte face à l'agression raciste revendiquée, dans la même journée, par le parti fasciste d'action révolutionnaire. Parmi les manifestants, de nombreux jeunes lycéens et quelques familles nord-africaines. Pendant le parcours, la coordination lycéenne, soucieuse d'éviter toute tentative de récupération, fit replier à deux reprises la banderole frappée du sigle du PCF, mais à l'arrivée, M. le maire était présent et sec, malgré la pluie et le vent. Le lendemain on apprit grâce à *l'Humanité* qu'il avait manifesté.

A un échelon inférieur, cette histoire rappelle Charonne : les fascistes bruns frappent, les fascistes rouges se servent des cadavres en les récupérant.

Pour nous, anarchistes, le racisme, le nationalisme et le patriotisme, germes du fascisme, se combattent tous les jours, à l'usine, au bureau, à l'école, au café, dans la rue, sur les terrains de sport, partout !

Gr. SACCO-VANZETTI

Le titre de cet article est le slogan d'une banderole chelloise.

QUAND LES CHINOIS S'VEILLERONT

C'est la déprime à Pékin, et pas qu'à Pékin d'ailleurs, si on en juge par la vaste campagne déclenchée par les autorités chinoises pour remonter le moral aux ouvriers et aux paysans qui ne croient plus aux vertus d'un parti communiste pour construire « l'avenir radieux ». Deng Xiaoping s'en est amèrement plaint dans un rapport présenté devant plusieurs milliers de cadres du PC. *Le Journal de la Jeunesse*, le *Quotidien du Peuple*, s'en font également les échos, et les récents avertissements de l'Agence Chine Nouvelle lançant des mises en garde contre la démocratie bourgeoise et stigmatisant les tendances « petites bourgeoises » à l'anarchisme

(sic) et à l'individualisme, en sont les dernières manifestations. Il est vrai que l'arrogance et les privilèges de la bureaucratie installée commencent à faire jaser, et cela d'autant plus que la hausse des prix a durement touché les couches les plus modestes de la population. Les inégalités flagrantes sont présentes à tous les échelons de la hiérarchie sociale et politique (c'est la même). Ainsi l'usage à des fins personnelles des voitures de fonction, les banquets aux frais de l'Etat, les facilités de logement, deviennent monnaie courante pour les membres du PC. Ne raconte-t-on pas, d'autre part, que les « amis » de Deng Xiaoping auraient bénéficié

d'une petite croisière au Japon en 1979, gracieusement offerte par l'Etat. Les amis de mes amis, etc... on connaît la chanson au PCC.

La bureaucratie issue du PC s'est constituée en classe et comme toute classe dominante, elle a son instinct de conservation et bouffera tout ce qui pourrait mettre en cause son existence. Aussi, elle s'en donne les moyens et c'est la mise en place, par exemple, d'un système judiciaire, « d'une légalité socialiste » (récente entrée en vigueur du Code pénal, rétablissement d'institutions judiciaires telles que les Parquets, les avocats) Certains, arguant de cette ardeur à légiférer, pensent que la Chine se démocratise. Encore ne faut-il pas confondre Droit, c'est-à-dire lois, et Justice, c'est-à-dire protester contre l'arbitraire. Le Droit peut parfaitement être détourné de son but par la classe dominante si un contrôle populaire puissant ne s'exerce pas à tous instants sur les dirigeants. Or le marxisme-léninisme ne permet pas ce contrôle, ne serait-ce que par sa volonté hystérique de tout centraliser. C'est pourquoi les velléités pseudo-démocratiques de Deng Xiaoping sont à prendre pour ce qu'elles sont. D'une part, donner une façade stable et démocratique à la Chine afin d'appâter les investisseurs étrangers, d'autre part répondre à une réelle volonté interne de démocratisation qui s'était exprimée à travers les incidents de la place Tian an Men en 76, le mouvement contestataire... Pour ce qui est du premier point, Deng Xiaoping n'a pas trop à s'en faire. Le fait que Carter n'ait pas été trop exigeant sur la question des droits de l'Homme en Chine lors de la visite de Hua Kuo Feng aux Etats-Unis (celui-ci avait refusé catégoriquement d'aborder ce problème), que les poursuites récentes contre les contestataires chinois n'aient pas entraîné une levée de bouclier en Occident (comme pour l'affaire Sakharov), prouve que les dirigeants chinois ont les mains libres. Il est vrai que pour Carter et consorts, business is business. En ce qui concerne le deuxième point, à savoir répondre au mouvement de démocratisation, la réponse ne s'est pas faite attendre. C'est la destruction du fameux Mur de la Démocratie, c'est la poursuite et la condamnation des responsables de revues contestataires. Ainsi Wei Jingsheng, responsable d'*Exploration* a été condamné à 15 ans de prison. Il est vrai que pour lui : « *le sursus du totalitarisme socialiste est la philosophie de Marx, héritage direct de la philosophie féodale à son apogée et devenue aujourd'hui une médecine de charlatans* ». Au pays de Mao, stalinien s'il en fut, un tel sacrilège ne pouvait rester impuni, marxisme-léninisme oblige ! Mais le fait qu'on ait jugé nécessaire de le discréditer en le faisant passer pour un espion prouve qu'il avait assurément acquis une certaine popularité. Les autorités chinoises sont d'ailleurs devenues expertes dans l'art de l'amalgame crapuleux ; les contestataires sont ainsi fréquemment assimilés aux jeunes délinquants, qui se multiplient actuellement, constituant l'héritage de la révolution culturelle. Face à cette délinquance en tous genres, la peine de mort, entrée en grande pompe dans le Code pénal chinois, est appliquée sans pitié. Elle trouve un ardent défenseur dans le *Quotidien du Peuple* qui, comme il se doit, glorifie son caractère dissuasif ! Evidemment, on ne pouvait épargner les réactionnaires de tous poils, obstacles à la construction de la santé de la société socialiste par « leurs crimes contre-révolutionnaires », c'est-à-dire « par leurs actes visant à mettre en péril la République populaire de Chine dans le but de renverser le pouvoir politique de la dictature du prolétariat ». Sont également concernés le sabotage sous toutes ses formes, le détournement d'avion, la conspiration avec un Etat étranger, la corruption de fonctionnaires. Ainsi l'instrument judiciaire de répression est en place et le pouvoir ne va pas s'en priver, si on en juge par les déclarations de Deng Xiaoping : « *La lutte des classes, nous la menons à présent contre les éléments destructeurs de la société. Il ne faut absolument pas permettre une quelconque liberté d'association, de réunion, de publication, pour ceux qui véhiculent une propagande contre-révolutionnaire* ». Ou encore « *l'Etat doit absolument intervenir et les mesures légales prises à l'égard de ce genre d'éléments doivent être rigoureuses* ».

Voilà, les contestataires chinois n'ont qu'à bien se tenir, s'ils ne veulent pas tâter de la paille humide du cachot ! Il y a quelques jours, un journaliste de la télévision, devant les singeries démocratiques du premier ministre chinois, déclarait que la Chine devenait de moins en moins communiste.

Erreur fondamentale, elle le devient au contraire de plus en plus ! C'est aux Chinois, maintenant, de secouer le cocotier et d'en faire dégringoler les singes qui prétendent tout régir. Ça urge !

JEAN-PIERRE (gr. Sevran-Bondy)

Instituteurs de la région parisienne

Unité vers la grève générale reconductible

La manifestation des instituteurs du 11 mars fut impressionnante, par le nombre - plus de huit mille participants -, par sa détermination de laisser aux quelques bureaucrates syndicaux abandonnés sur les pavés de la préfecture le bienfait (et quel bienfait !) des journées d'action. La direction de la section du SNI 75 reçue par un adjoint du préfet obtint la promesse de pouvoir discuter avec ce dernier, elle a donc ainsi réalisé un des grands objectifs des revendications des enseignants ! Alors que dans le même temps, les enseignants, eux, allaient frapper à la bonne porte, celle qui détermine toute la politique de redéploiement qu'ils subiront dans leur classe l'année prochaine : celle du ministère qui est à l'image de la volonté gouvernementale de faire payer aux travailleurs les erreurs de nos politiciens et la gestion de la crise. Le sieur Beullac d'ailleurs n'a pas jugé utile d'accueillir une délégation de manifestants.

Bien que pour le SNI 75 ces deux fois 24 heures de grève devaient annoncer l'hallali du mouvement parisien, ce dernier se maintenait dans Paris (une AG réunissait le 11 mars à la Bourse du Travail plus de 1200 grévistes), et faisait tache d'huile en banlieue et parfois même en province. Aujourd'hui, les instits de banlieue ont pris le relais, un écho favorable est d'ores et déjà perçu dans toutes les écoles de France et de Navarre à un mot d'ordre de grève générale reconductible. Dans certaines villes ou départements, les sous-sections du SNI ont dû sous la pression de leur base appeler à la grève reconductible et de mandater au Bureau national de se réunir pour lancer un mot d'ordre de grève nationale. Le mouvement s'étend et regresse. Après une réunion du conseil départemental du SNI 75 qui appelle à une grève de 24 heures le 27 mars, la direction FEN qui, dans un grève rétrospective, souhaite organiser une grève fédérale au... troisième trimestre, les militants OCI-FUO prenant le relais des dirigeants syndicaux, montrent leur volonté de casser le mouvement en imposant leur désir de rentrer dans les coordinations parisiennes et assemblées d'arrondissements : les instituteurs parisiens essouffés ne pourront peut-être pas tenir jusqu'au 22. Cela fait plus de trois semaines que tout un chacun se questionne, tiendra-t-on jusqu'à demain ? L'impasse fédérale et nationale imposée par le trouillomètre des dirigeants dépassés par les événements, demeure la meilleure garantie pour Beullac de voir les instituteurs abandonner la lutte.

Du défaitisme au jusqu'au-boutisme

Le mouvement parisien a montré sa capacité d'organisation et ses limites : en dehors du cadre syndical, jamais cette grève ne pourra dépasser la limite du millier, bien qu'en banlieue, dans les villes et départements touchés, les grévistes sont la masse du corps enseignant primaire (plus d'un million de grévistes comptabilisés vendredi 15). Le 19 mars, journée d'action (et oui ! encore une !) prévue depuis longtemps par le Bureau national, demeure la seule issue d'expansion du mouvement. D'ores et déjà, les instituteurs ont appelés à une coordination régionale le 17 et nationale les 18 et 19. Comme pour la manifestation du 11 mars, seul le rapport de force imposé sur le terrain déterminera la représentation de cette coordination nationale. Les grévistes ont à lutter non seulement contre les briseurs de grève que représentent les directions syndicales (UID et UA), appuyées par la volonté des militants OCI d'enterrer le mouvement, mais également contre l'esprit de corps de la profession dans son entier. Chacun sait qu'au niveau national si le syndicat ne s'intègre pas dans les coordinations, le mouvement est voué à l'échec. Chacun est également marqué par la morale syndicale de la FEN ; en dehors du lien syndical, les instituteurs ne peuvent imaginer un lien fédéraliste, et la FEN a si bien baigné dans l'esprit unitaire (ne rien faire si on ne veut pas être percé comme sectaire) que ses propres adhérents ont du mal à dégager l'unité de l'immobilisme imposé par les directions. Le 19 mars marque donc un tournant considérable : l'enterrement de la lutte ou son relais national. Ne nous engageons pas aujourd'hui à prédire des pronostics,

mais gardons à l'esprit que même si les grévistes n'obtiennent pas satisfaction, ces derniers sont d'ores et déjà vainqueurs et victorieux de leurs directions syndicales et ont montré à tous les travailleurs de l'Education nationale que vivre une grève fédéraliste et d'obédience libertaire était dorénavant possible.

Sur l'auto-organisation du mouvement

L'inconvénient majeur de tous ces combats dits « sauvages » demeure dans leur lenteur et dans le décalage constant qui existe entre ceux qui l'ont lancé et ceux qui y entrent ou le poursuivent. Il ne s'agit pas pour les instituteurs de se jeter tête baissée, dans un premier temps, dans un nouveau type de grève, mais conjointement d'apprendre à jouer des liens fédéralistes, de rompre les tentatives de bureaucratization et de construire un mouvement sur ces bases d'auto-organisation.

C'est toujours sur l'expérience vécue que tout protagoniste ne soupirera plus lorsque seront dénoncés, dans une assemblée de grévistes, les tentatives de manipulation, mais verra leurs réels dangers et s'y opposera. Pour ce faire, la grève doit d'une part obtenir une patine du temps (ce qui nous donne déjà une durée de 15 jours), et d'autre part, ne pas s'immobiliser et passer victorieuse les différents caps d'organisation et d'expansion.

La plus belle démonstration qu'il pu faire ce mouvement parisien contre la volonté de rupture du SNI 75, demeure son système d'assemblées qui a su non seulement faire vivre sa grève aux instits, mais également intégrer naturellement à ce mouvement tous leurs collègues qui, pour des raisons particulières, n'ont pas voulu s'y joindre. Lundi 10 mars voyait plus de 1500 grévistes, à l'appel du SNI ou en grève reconductible, réunis dans les préaux d'école et déterminer eux-mêmes ce que seront ces deux journées de grève unitaire. Partout dans les villes périphériques ou les arrondissements grévistes et non-grévistes, ils se réunissent régulièrement pour choisir des moyens de lutte communs et montrer ainsi leur volonté unitaire de s'opposer aux fermetures de classes. Cette volonté de combattre malgré les pressions syndicales, une politique de crise dictée par le gouvernement de faire éclater en unités de production disjointes l'Education nationale, demeure une des grandes victoires de cette grève.

Partout les parents prennent également le relais ou s'associent au mouvement. Dans certains cas, nous voyons les écoles (comme dans le 20^e arrondissement) animées par des parents et des enseignants. Des parents font parfois la grève scolaire pour poursuivre d'une façon identique le mouvement lancé depuis plus de trois semaines quand les protagonistes doivent rentrer dans leur classe. Chaque élu local a dû recevoir délégation sur délégation ou voir même des manifestations de quartier envahir le hall des mairies.

Les instituteurs ont su intégrer à leur combat toute la vie d'une ville ou d'un quartier : car ce ne sont pas seulement les parents qui s'associent au mouvement mais des contacts ont été pris avec les UL des quartiers, avec toutes les entreprises qui elles aussi sont marquées par la récession économique et perçoivent la vie réelle d'un arrondissement.

Les assemblées d'arrondissement, les collectifs parents/enseignants, les contacts multi-formes pris avec la population ont en définitive rendu à l'école son essence même. Ce mouvement a enfin fait l'école de la vie, ce que n'a jamais voulu obtenir Beullac.

Bien que ce mouvement de grève n'ait pu échapper aux structures autoritaires de la société, il aura des répercussions profondes et lointaines dans la vie des écoles et les syndicats. Il ne faut pas se tromper, les instituteurs n'ont pas additionné des journées d'action, mais bousculé radicalement l'entité syndicale. Ce mouvement a totalement transformé les esprits, laissera des empreintes inaltérables dans la FEN et imposera certainement, dans l'avenir de nouveaux moyens de combat.

Thyde ROSELL
(gr. Louise Michel)

informations



Allemagne

QUELQUES PROCES — Le tribunal de Sigmaringen a condamné à six mois de prison sans sursis l'insoumis total Gebhard (7-2-80). Ce dernier, ayant fait appel, passera en jugement de nouveau dans deux ou trois mois, et d'ici là, est libre. Un autre insoumis total, Spindler, a été condamné à huit mois de prison sans sursis par le tribunal de Cologne (1-2-80). Les juges n'ont rien voulu entendre des explications de Spindler et de ses raisons de combattre l'armée. Ils ont brutalement appliqué la Loi et, après le verdict, ont fait immédiatement arrêter Spindler.

Le procureur Buback — même mort ! — fait encore parler de lui. On se souvient des procès intentés en raison de la reproduction d'une « nécrologie » jugée offensante pour la mémoire de Buback. Dans cette nécrologie, l'auteur manifestait une « joie clandestine », tout en condamnant ce meurtre et en général la violence. Plusieurs professeurs d'université avaient publié le texte intégral de la nécrologie incriminée et étaient poursuivis pour diffamation de l'Etat, excitation du peuple à la révolte. Le tribunal fédéral — le Bundesgerichtshof — vient finalement de les acquitter. Cependant l'un d'entre eux, Bruckner, professeur de psychologie, reste suspendu et donne ses cours d'université... dans une salle de café.

A Dusseldorf a commencé le procès contre Wackernagel et Schneider qui avaient été arrêtés en Hollande à la suite d'échanges de coups de feu avec la police (dans des circonstances qui ne furent pas tirées au clair !). Les procès se déroulent dans la caserne de police, transformée en « bâtiment fortifié ». Les avocats ont dénoncé cette extradition comme une violation du droit international, et les accusés refusent de déposer.

DANS LES PRISONS — L'an dernier, l'établissement pénitentiaire (pour jeunes détenus) de Francfort-Höchst avait été dénoncé pour les conditions lamentables et inhumaines auxquelles étaient soumis les jeunes détenus. Ceux-ci firent une longue grève de la faim et le ministre de la Justice de Hesse, après avoir fait la sourde oreille, transféra — cinq mois après — les deux tiers des détenus de Francfort dans un établissement analogue à Wiesbaden. Là, les conditions de détention sont pires, car cette prison pour jeunes de Wiesbaden est surpeuplée. Elle comprend quatre bâtiments de chacun 50 cellules, où sont répartis les jeunes en prévention, les condamnés à des peines légères, les condamnés à des peines de longue durée, les écoliers et apprentis. Il y a actuellement 320 détenus, alors que 250 seraient un maximum. Depuis le 26 janvier, 80 jeunes ont commencé une grève de la faim et ont lancé un appel aux associations d'étudiants, à la centrale syndicale DGB et à la presse, où ils formulèrent leurs revendications touchant l'alimentation, les conditions d'isolement, les mauvaises possibilités d'apprentissage, etc. Cet appel, rédigé en termes mesurés, expose toutes les réformes qui devraient être apportées au régime intérieur de la prison et les détenus demandent de discuter de ces questions avec la direction de la prison et le ministre compétent. La revue *Informations-Dienst* (29-2-80) consacre plusieurs pages à la situation des jeunes détenus et reproduit intégralement le texte de leur appel, ainsi que plusieurs lettres de détenus. Le groupe de défense des prisonniers (Knastgruppe) de Francfort-Offenbach a engagé une campagne de solidarité avec les grévistes de la faim. A Berlin, trois femmes transférées dans le bâtiment de haute sécurité protestent contre les mesures brutales et vexatoires prises à leur égard : elles sont soumises à des fouilles corporelles qui, contrairement à tous les règlements, sont pratiquées par des policiers-hommes. En Bavière, une tribu de ziganes a commencé une grève de la faim pour protester contre le racisme qui sévit à leur

égard et la diffamation dont ils sont l'objet. Ils reprochent au ministère de Bavière de reprendre les procédés du national-socialisme et de servir contre eux des fiches de police établies lors du Troisième Reich.

RADIO LIBRES A BREME — Un groupe de camarades a mis au point un émetteur « libre » : « Radio-Zebra », qui se propose d'être écouté dans Brême et les environs, en dépit de la police. Le 3 mars, un essai de cinq minutes a été fait et les émissions régulières auront lieu tous les quinze jours : durée de quinze minutes, première émission le 19 mars. Si tout marche bien, « Radio-Zebra » se propose de devenir hebdomadaire. C'est ce que nous lui souhaitons !

hollande

COMBATS DE RUES A AMSTERDAM — Les 1 et 2 mars, la télévision française montrait aux spectateurs ébahis, un Amsterdam en état de siège, des blindés en action, une police aux prises avec des manifestants qui rendaient coup pour coup. Episode inhabituel par sa violence, mais qui fait suite à la lutte qui oppose la police aux Kraakers, occupants d'immeubles en proie aux spéculations immobilières. Dans un quartier datant d'environ 1900, il y a un immeuble d'angle, le Groot Keyser, vide depuis des années et propriété d'une congrégation religieuse. Les Kraakers l'ont occupé durant quelques heures et furent brutalement chassés par la brigade mobile qui maitraqua à cœur joie. Les Kraakers répondirent par une vive manifestation, ce qui alerta la police et l'immeuble, abandonné alors par les flics, fut aussitôt récupéré par les Kraakers. Quand la police revint, le quartier était barré de barricades, les Kraakers étaient solidement fortifiés et résistèrent à plusieurs assauts de 200 policiers, qui durent se retirer avec 17 blessés. L'afflux de la population apportant des vivres aux Kraakers obligea la police à cesser les assauts qui auraient entraîné des milliers de blessés. Et des parlementaires du Conseil municipal vinrent proposer une trêve. Cet épisode marque un réveil de la population, un rejet de la spéculation, de la pénurie de logements, un refus des HLM qui déshonorent les villes. En outre apparaît sous son vrai jour cette brigade mobile, créée pour lutter contre la violence et les menées terroristes et qui est en réalité une organisation terroriste destinée à combattre les travailleurs et la population.

DANS LES ECOLES — La jeunesse bouge, elle aussi. Pas dans les universités où dominent le silence studieux... et surtout la course aux « diplômes ». Mais dans les écoles et lycées, il s'est constitué des organisations capables au niveau national d'entreprendre des actions collectives pour la démocratisation de l'enseignement. Cette organisation, LOOS, réunit toutes les tendances qui veulent participer aux conseils d'école et incite les élèves à combattre dans les écoles tous les courants anti-démocratiques. D'où l'apposition de tracts et d'auto-collants avec cette inscription : « Cette école vous rend stupide ! Elle vous interdit de participer ! ». La LOOS combat aussi la censure qui s'exerce contre les revues publiées par les élèves. Elle a diffusé une affiche dans toutes les écoles, demandant le droit d'afficher. 50% des écoles ont interdit l'affichage, montrant bien ainsi que la censure existe. D'où une action de propagande accrue de la LOOS.

RACISME PAS MORT ! — Depuis plusieurs semaines, des groupes de travailleurs marocains « illégaux » avaient trouvé refuge dans l'église Moses-et-Aaron, dernier bâtiment du quartier juif est d'Amsterdam. Ils refusaient d'être expulsés et renvoyés au Maroc, ce qui aurait signifié pour eux la prison ou la « liquidation ». Dans la nuit du 28 au 29 février, des individus envahirent l'église, frappant les réfugiés à coups de chaînes de bicyclette. On s'occupa

l'Amicale, une association marocaine à la solde du gouvernement marocain, tolérée par la police néerlandaise. La police n'a pu faire moins qu'arrêter quelques agresseurs dont certains — Néerlandais venus de La Haye — seraient membres de l'organisation néo-fasciste « Nederlandse Volksunie ». Il semble prouvé que le sultan du Maroc recrute des hommes de main dans les groupements européens fascistes.

LES OUUVRIERS EN GREVE CONTRE L'AUSTERITE — Le 4 mars, les services publics (postes, transports) ont cessé le travail à Amsterdam et dans diverses régions, comme à Guedre. Manifestations de grévistes à Amsterdam, Rotterdam et Utrecht. A Amsterdam, la direction des syndicats ne voulant pas que la manifestation apparaisse comme un soutien aux Kraakers, convoqua les travailleurs dans la banlieue. Mais ceux-ci se rendirent ensuite dans le centre de la ville (le « Dam ») : la circulation fut bloquée, ainsi qu'à Utrecht. A La Haye, les manifestants remplirent la cour du Binnenhof. Il y eut aussi des grèves dans les journaux, certains ayant refusé de publier les communiqués des syndicats. Des interruptions d'une demie-heure à la radio et à la télévision. Au total, on estime à 500000 le nombre des ouvriers touchés par la grève : directement ou par impossibilité d'aller travailler. Cependant, imperturbable, le Parlement a ratifié les mesures proposées par le gouvernement : baisse des salaires de 1,5%, alors que l'inflation est de l'ordre de 8% ; économie de 3 milliards sur les traitements des fonctionnaires et l'assistance sociale, mais aucun contrôle sur le bénéfice des compagnies pétrolières. A noter que dans certaines entreprises, les ouvriers voudraient continuer la grève, ce qui la transformerait en grève politique. Ceci serait un argument au syndicat chrétien CNV pour ne pas prendre part à ces actions. Dans le prochain M.L. nous publierons — hélas ! avec bien du retard — des renseignements complémentaires sur les affrontements d'Amsterdam et sur leurs conséquences.

surinam

UN COUP D'ETAT MILITAIRE — Le Surinam (ex-Guyane hollandaise) a une superficie égale au quart de celle de la France. Ce pays, compris entre la Guyane anglaise et le département français de la Guyane, est peu peuplé (moins d'un demi-million d'habitants). L'agriculture est prospère sur 500 kilomètres carrés (sucre de canne, cacao, café, riz). Une richesse minière : la bauxite (2^e producteur mondial). Le Surinam est devenu indépendant en 75, peu après que le gouvernement néerlandais eût nommé l'Etat-Major de l'armée, et depuis cette date, le gouvernement d'Arron était au pouvoir. Les partis politiques ont surtout des bases ethniques et les divergences proviennent de l'existence de six races : Hindoustans, Indonésiens, Créoles, Nègres des bois, Indiens et... Blancs. Toute la vie politique, depuis 75, était fondée sur l'insertion et la corruption. Incapables de trouver une existence convenable en Surinam, les gens les plus entreprenants ont émigré et depuis 70, près de la moitié de la population a cherché du travail en Hollande et peuple par dizaines de milliers les taudis des grandes cités et de leurs banlieues. Nombreux sont aussi les intellectuels et les journalistes « révolutionnaires » ou « nationalistes » qui ont quitté le Surinam : ainsi la population a été vidée de ses meilleurs éléments, des plus conscients.

En 1976, le cadre militaire (sous-officiers et même officiers) constituait un syndicat, ce qui fut considéré comme illégal par l'Etat-Major et par le gouvernement. Il en résulte un renforcement de la discipline et des sanctions sévères ou arbitraires. En 79 eut lieu une manifestation des militaires qui dénonçaient la corruption et le chantage sévissant dans l'armée, à l'image d'ailleurs

des mœurs des deux partis politiques — hindoustans et créoles — qui alternaient au gouvernement. Fin janvier 80, le syndicat militaire organisa une réunion dans les casernes. Elle fut interdite ; alors les militaires en révolte occupèrent les casernes et la police armée requise par le gouvernement de tirer sur les mutins, refusa d'obéir. Les syndicats et la population apportèrent soutien moral et matériel aux militaires. Le gouvernement fit arrêter trois militaires qui furent maltraités et condamnés à 10 mois de prison. Ce fut le signal de la révolte ouverte : dans la nuit du 24 au 25 février, 300 militaires occupèrent tous les points stratégiques de la capitale Paramaribo, incendièrent le siège de la police et prirent le pouvoir. Le premier ministre Arron prit la fuite, le général-commandant fut arrêté. Le président resta à son poste et un conseil militaire s'installa au pouvoir. La « révolution » se solde par 10 morts et l'arrestation des chefs de la police et de l'Etat-Major.

Ce coup d'Etat militaire a les sympathies de la population — pour l'instant. Les militaires ont rétabli l'ordre, n'existant auparavant : tranquillisé dans les rues, chassé impitoyable aux maraudeurs et pillards, liquidation des fonctionnaires en grand nombre crées pour placer des favoris, obligation aux fonctionnaires d'être présents à leurs bureaux. En un mot, on voulait des hommes « forts » pour lutter contre la corruption, on les a... mais que sera l'avenir ?

Déjà les militaires se profilent la silhouette — trop bien connue — de Eddie Bruma du parti nationaliste. Ce Bruma faisait partie du gouvernement en 75, fut évincé en 77 par le parti créole d'Arron, en dépit d'une campagne accusant Arron d'avoir touché de l'argent d'un gang américain. Une histoire malpropre, mais Bruma pourrait profiter du départ d'Arron.

Le poète Edgar Cairo, porte-parole de la gauche du Surinam en Hollande, a publié un commentaire sur le coup d'Etat : ce n'est qu'une façon de prendre le pouvoir et de se substituer au système corrompu des élections. La seule solution pour arracher le Surinam au marais où il est enlisé, ce serait un mouvement populaire fondé sur une culture nationale authentique. Ce qui est rendu difficile par la présence en Hollande d'une bonne partie de la population du Surinam — ce ne sont pas les militaires qui représentent un tel mouvement. Une fois l'euphorie des premiers jours passée, le peuple se retrouvera devant la même misère et les militaires auront — comme tous les militaires — recours à la dictature et à la torture. Attendons l'avenir...

portugal

LIBRAIRIE - EDITIONS — Des camarades de Faro, ville du sud du Portugal, ont créé, il y a quelques années déjà, une librairie anarchiste. Cette librairie a des activités multiples. Elle éditait le journal anarchiste local *O Meridional*, qui a suspendu sa parution, faute d'argent. Cette librairie abrite aussi les éditions « Sotavento », pour l'instant seule maison d'édition spécifiquement anarchiste du Portugal. Ces éditions ont édité *O ladro (Le voleur)* de Georges Darien, et, récemment, deux brochures de propagande, *Dialogo entre Marx e Bakounine* de Maurice Cranston avec de nombreuses notes du traducteur, et *O absurdo da politica de Paraf-Javal*, suivi de *Textos de critica da democracia* de Libertad. Ces trois livres sont d'une grande qualité. Mais ces éditions sont dans une mauvaise passe financière. Aussi ses responsables envisagent, pour sortir de cette situation, d'édition un livre *Témoignages inconformistes d'aujourd'hui sur les pays de l'est : Union soviétique, Chine*, qui devrait leur permettre de renflouer leur caisse et peut-être même de poursuivre la parution de leur journal *O Meridional*. Livraria Editora Sotavento, Praça Alexandre Herculano 24 - 8000 FARO (Portugal).

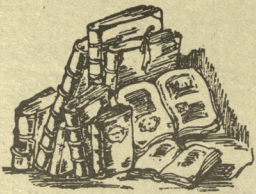
FETE D'A BATALHA — Elle aura lieu le vendredi 11 avril dans la nuit à la « Voix de l'Ouvrier » (salle de spectacle de Lisbonne). Seront présents, mais, pour l'instant, ce n'est pas confirmé, José Alfonso, Sergio Godinho et Vitorino, chanteurs assez importants dans la résistance au fascisme. Il y aura peut-être des représentations théâtrales et d'autres spectacles. La recette du spectacle est destinée à *A Batalha* qui, envisageant l'hypothèse de passer en immigration off-set, en sortant avec plus de pages ou plus souvent, a besoin d'un important appui aussi bien financier qu'humain.

EXPLOSION D'UNE BALEINIÈRE SUR LE TAGE — Le 8 février a explosé sur le Tage (le fleuve qui traverse Lisbonne) et a coulé la baleinière « Sierra ». L'explosion a été revendiquée, ont informé les journaux, par des écologistes en relation avec le « Found for Animals ». Ce navire, responsable de la mort d'au moins 25 000 baleines, a déjà été abordé par le « Sea Shepherd » dans le port de Leixoes, pour protester contre son armateur Paul Watson, pour les mêmes faits. Le Portugal n'a pas souscrit aux accords internationaux déjà passés pour la réglementation de la chasse à la baleine, et ainsi on chasse, chaque année, des centaines de ces cétacés aux Açores. Il faut noter aussi que certains écologistes (dont le CAL) se sont démarqués de cette action.

pologne

UNE SOUDAINE DISPARITION — Le Comité d'Autodéfense Sociale « KOR » a été informé de la disparition de l'un des collaborateurs du Comité pour la Création de Syndicats Libres de la Côte Baltique, Tadeusz Szczepanski, Tadeusz Szczepanski, chauffeur à la société « Elektromontaz » de Gdansk (licencié le 15 janvier 1980 de son travail pour sa participation au dépôt de couronnes sous les portes des chantiers navals, pour le 9^e anniversaire du massacre des ouvriers de la Côte Baltique) a été vu pour la dernière fois le 16 janvier dernier à 18 h 30 pendant la montée dans le tramway n° 9 dans la rue Chucisko dans l'agglomération de Gdansk. La radio locale de Gdansk a donné une information sur sa disparition le 9 janvier dernier. Pour de compréhensibles égards, le KSS « KOR » est particulièrement inquiet de la soudaine disparition d'un militant du mouvement ouvrier indépendant. KSS « KOR » — Narodowic du 04/03/80.

SOCIAL — Ces derniers jours, les autorités ont décidé de se venger des ouvriers de l'agglomération de Gdansk parce qu'ils ont pris la liberté, le 17 décembre, de célébrer par une manifestation de plusieurs milliers de personnes le souvenir de leurs camarades tués lors des massacres de décembre 1970. Plus de 200 personnes de la société « Elektromontaz » de Gdansk ont reçu un avis de licenciement. Dans les chantiers navals, on a jeté dehors une personne et on en a transféré une autre à un poste de travail en dehors de Gdansk. Les ouvriers d'« Elektromontaz » ont répondu par l'appel à une commission ouvrière et par une réunion publique. La prochaine réunion a été annoncée pour le premier février. Dans le département W2 aux chantiers navals de Gdansk, il y a eu trois heures de grève d'avertissement le 31 janvier. La prochaine grève a été annoncée pour le premier février. Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, les autorités ont mobilisé dans les deux entreprises les activistes du parti, choisis par la maîtrise technique et proches de la police des entreprises. A l'aide du chantage, des menaces et d'autres effets ingénieux, ils ont réussi à empêcher ce jour-là les actions ouvrières. D'autres licenciements ont été annoncés. **Extraits de la déclaration du Comité d'Autodéfense Sociale.**



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international Le Japon

par S. Shiota

Les Editions ouvrières

J'ai déjà eu l'occasion, à cette même place, de dire tout le bien que je pensais de cette gigantesque entreprise ébauchée par J. Maitron et son équipe et qui consistait à nous fournir un dictionnaire des militants ouvriers du siècle dernier à nos jours. Aujourd'hui, ils étendent leur travail à l'échelon international et après nous avoir fournis un ouvrage sur l'Autriche qui fut un des berceaux du mouvement socialiste, et que je regrette d'ailleurs de ne pas avoir en ma possession, ils nous donnent deux volumes sur le Japon.

Il s'agit d'un travail passionnant, qui remet à sa vraie place des luttes ouvrières qui sont pour la plupart inconnues en Europe où l'on a que trop tendance à croire qu'en dehors de notre histoire, il ne s'est rien passé d'important dans les autres parties du monde. Mais cet ouvrage est mieux qu'une histoire de militants et de leur lutte; elle est l'histoire du peuple japonais essayant à travers des difficultés sans commune mesure avec les nôtres de se libérer d'un despotisme politique et religieux millénaire. En effet, et en dehors du court résumé historique qui sert de préface à l'ouvrage, c'est à travers la vie des militants qu'on apprend l'histoire des luttes révolutionnaires de ce pays. J'avais déjà dit, je crois, à propos des autres ouvrages parus dans cette collection, que le sérieux et la minutie de ce travail sur les militants permettaient, par recoupement, par addition et par synthèse, de connaître exactement, non pas simplement l'histoire des hommes, mais également celle d'une classe, la classe ouvrière, de ses luttes, de ses victoires, de ses faiblesses et également celle de sa littérature. On peut penser que l'austérité de ces deux ouvrages ne leur assure pas l'accueil que le talent dépeint laisserait espérer. Mais je suis sûr que le temps leur

assurera l'audience qu'ils méritent. Et de toute façon, ces deux volumes sur le mouvement ouvrier japonais nous seront encore plus précieux à nous, les anarchistes, qu'à n'importe quelle autre fraction du mouvement ouvrier français, car nous ignorons, en tout cas moi j'ignorais, quel rôle avait été la véritable place du mouvement anarchiste dans l'évolution du travail au Japon.

Lorsque distraitemment j'ai ouvert les premières pages du premier volume, je suis tombé sur une biographie qui, bien plus que mes commentaires, vous dira l'intérêt pour nous du travail de Maitron et de ses amis. Lisons-la ensemble :

« AIZAWA Hisao. Né le 12 mai 1908 dans le département de Mie. Anarchiste. Atzawa, enseignant à Tsu, dans la préfecture de Mie... Au cours de ses études au collège préparatoire, il entra en contact avec un groupe de recherche anarchiste... Il adhéra en 1928 à la société du Front Noir puis, après la dissolution de cette dernière, à la société du Drapeau Noir. Il participa à la rédaction du journal le « Drapeau Noir ». En 1932, il fonda le syndicat des employés de la région de Tokyo... En décembre 1933, il créa la Ligue des anarcho-communistes qui devint le Parti anarcho-communiste japonais. Pour se procurer de l'argent, il se livra à des actions illégales dont le pillage des banques. Il fut arrêté en 1935... Son rôle dirigeant lui valut six années de prison ».

Celui-là, Atzawa, était mon frère. Je ne le savais pas, vous non plus. Et il existe bien d'autres militants anarchistes que nous ignorions. Pour les connaître et les aimer, lisez « Le Japon » dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. Vous ne le regretterez pas.

Notes de Lecture

Courrières 1906 1100 morts

Le 10 mars 1906, une formidable explosion fait près de 1100 morts dans les mines de Courrières (Pas-de-Calais). Catastrophe naturelle ou imprévoyance criminelle de la compagnie ?

Qui a lu le *Germinal* de Zola ne se sentira nullement dépaycé à la lecture de ce livre, véritable reportage ethnologique sur le prolétariat de la mine et sur les conditions misérables de vie des mineurs de la « belle époque ».

L'emploi de la machine à vapeur et la généralisation du sondage au trépan firent surgir au milieu du 19^e siècle un monde nouveau. Les villages, les fermes en torchis, les houblonnières, les pâturages, le champ de lin et de blé, furent grignotés au profit de machines en ferraille et d'habitations austères en briques rouges.

Les grandes compagnies étendaient leur champ d'exploitation, tandis que les paysans et les journaliers, rendus au chômage, venaient se terrer auprès des fosses, dans les corons sinistres, véritables parages de mineurs !

Métier difficile que celui de la mine, au fond, tous les gestes prennent une dimension nouvelle. Vivre dans le noir et la poussière, le corps ruisselant de sueur, à la merci d'un éclat de pierre, de grisou, éreinte et tue à petit feu.

Dehors, ce n'est guère mieux ; femmes, enfants (14 heures d'arrêt, le plus souvent) trient, criblent, épierrent la houille, dans le froid, le vent, debout, les pieds nus sur des tas de charbon mal dégrossis.

Métier dangereux, il n'est pas un jour où il n'y ait un éboulement ou un coup de grisou, qui voit disparaître un mineur, un compagnon, tué sur le coup, ou mourant de ses blessures, sans parler de maladies professionnelles : silicose, anthracoïdose ou anthracinose, qui rongent lentement les poumons et qui asphyxient avant d'atteindre 50 ans.

Et c'est là que, subitement, le 10 mars à 6 h 30, une énorme secousse ébranle la région. Un père, un fils, un mari, un frère, sont dans le fond ! Si, assez rapidement, des survivants remontent, il faut se rendre à l'évidence, il manque des hommes. 507 absents sur 666 à la fosse n°3 ; 429 absents sur 482 à la fosse n°4 ; 164 absents sur 517 à la fosse n°2.

Les premiers moments de stupeur passés, on recherche les causes de l'accident, et hormis les raisons naturelles, fatidiques, bien vite on commence à mettre en cause les responsables de la compagnie ; surtout qu'il est davantage question de sauver la mine que les hommes !

Les obsèques solennelles ont lieu le 13 mars, sous la neige, près de 15000 personnes accompagnent les quelques cadavres remontés à leur dernière demeure. Cérémonie officielle où l'on voit des ministres, des personnalités civiles, militaires, ecclésiastiques, discours laroyants, lénifiants, bien vite couverts

Cinéma

L'œil du maître de Stéphane Kurc

Rare est de voir un film qui parle de la télévision et essaie de voir vers quoi elle s'oriente.

L'histoire commence avec deux journalistes, ils travaillent aux actualités d'une station régionale, amis, différents.

L'un, arriviste de première, genre Michel Drucker, qui cherche à se faire un nom et se tailler une part de choix dans ce milieu où traînent les gens de pouvoir.

L'autre, contestataire utopiste qui voit la télé comme un moyen de communication pure où le droit à l'expression doit s'admettre et se défendre.

Bref, un bon sujet où l'on montre des journalistes corrompus avant d'être apolitiques comme ils se disent, où l'information est orientée et censurée quand il est nécessaire de le faire. Une vue de débauche de personnes peu scrupuleuses de leur nature, qui écrasent la liberté d'expression avant qu'elle ne devienne contagieuse.

A l'heure où les monopoles d'information deviennent la seule vision d'actualité, où leurs messages s'inscrivent d'une manière marquante dans le cerveau des gens, l'esprit humain se détériore et perd son imagination. Il est bourgeois, consommateur, intégré dans sa totalité par cet unique langage avec la réalité.

Entre la publicité, les stars de cinéma, du sport, de la chanson et de la politique, que reste-t-il ? Rien que nous-mêmes sans nos rêves.

L'œil du maître, tout puissant du progrès qui nous étouffe.

P. Ph. GANDOSI

Guy Demaysoncel

Cet auteur-compositeur-interprète burine ses textes avec exigence et rigueur. La chanson est pour lui une expérience forte, un chemin d'aventures sans fard où scintillent des images aéréolées de pouvoir magique, recevant leur seule lumière d'une âme rayonnante et sensible.

« Je ne vis pas de l'air du temps, je tente de vivre du poème. A chacun de pétrir sa terre ». Ceci cerne déjà le personnage, ou encore ce superbe poème intitulé *SANS FOI, NI LOI*.

Il se situe dans la lignée des Brel, Escudero qui écrivait quelquelque part : « Le premier homme qui a aimé, a chanté ».

PIERRE (Metz)

par les cris de la foule indignée : « Vive la révolution ; dans la mine, les exploités ; vive la Sociale ; vive la grève ! »

La colère et la vengeance remplacent rapidement le chagrin et la douleur 50 000 grévistes sur le carreau de la mine, qui, rapidement, sympathisent avec les idées anarchistes et les mots d'ordre de l'époque, véhiculés par Brouchoux et le jeune syndicat CGT (anarcho-syndicaliste). Bientôt ils doivent s'opposer au vieux syndicat des mines dont le secrétaire Basly est député socialiste de la région, prêchant le calme et la négociation à froid.

Ils doivent également, à maintes reprises, lutter contre l'armée (jusqu'à 26 000 soldats) envoyée par le radical socialiste Clémenceau.

Temps fort du mouvement ouvrier, héritage qui s'inscrit dans nos chromosomes. Sept semaines de grève et d'espoir, de lutte et de combat, où de nom-

breux mineurs trouvent la mort dans les affrontements contre les jaunes et contre l'armée.

Un livre à lire à tout prix, pour qui veut connaître et comprendre le monde de la mine.

C'est en écoutant la parole du peuple qui a vécu ces instants dramatiques que les générations présentes se feront une idée précise de la vie, et de son histoire. C'est en maîtrisant le passé que l'on maîtrisera le futur.

Courrières 1906 - 1100 morts de Hervé Luxardo, Jean Sandrin et Claude-Catherine Lagache, aux éditions Floréal.

En vente à Publico ; 21 F.

Des mêmes auteurs, aux mêmes éditions :

Luttes ouvrières du 16^e au 20^e siècle : 15 F.
Les paysans ; vies et luttes : 18 F.

En vente également à Publico.

Floréal PICABIA

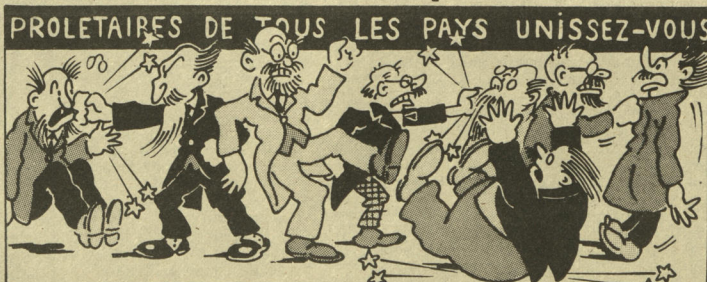
Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



Les plus combattifs, ceux qui avaient du cœur aux tristes et qui en voulaient, se rongeaient les poignes d'impatience. Faut dire qu'Emile Basly, le président du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais et député-maire de Lens, était un mollasson de première, un jean-foutre qui chait



dans son bénard dès qu'on causait de grève. Il était d'ailleurs cul et chemise avec Millerand, ministre du bloc républicain dont le socialisme foutait le camp en vue de bouddin. C'est dire si les bons bougres de Lens étaient gâtés avec un emmanché pareil ! Mais il serait temps d'éclairer votre lanterne sur tout le

sacré fourbi de politiciaille qui régnait alors. A l'époque dont on vous cause, les sociaux étaient divisés en tout un tas de cliques qui se chamaillaient et se bourfaient le nez tant qu'elles pouvaient. L'un de ces groupes était le P.O.F. de Jules Guesde, pisse-froid à l'orgnon, partisan du collectivisme étatique de Karl Marx, cul-pincé notoire.

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux par Phil et Callens Ed. Le dernier Terrain Vague En vente à Publico 48 F

Alain Scoff Cause à mon cul, ma télé est malade aux Blancs Manteaux à 22 h 30 J.J. Julien

PSYCHOLOGIE DE GROUPE

DANS LES BANQUES

Analyse d'une expérience vécue

De plus en plus, les entreprises sous prétexte d'expérimentation, de rationalisation du travail, de l'introduction de nouvelles méthodes de vente et de relations humaines mieux adaptées, font une large part de la découverte psychologique des diverses couches de la population dans l'entreprise.

C'est ce qu'en langage technico-scientifique on appelle la « micro sociologie ». Cette expérimentation se situe à deux niveaux :

- 1) connaissance des hommes pour déterminer leurs compétences dans le domaine professionnel,
- 2) déceler leurs inclinaisons caractérielles qui permettent ultérieurement de choisir leur profil de carrière.

Ces considérations sont dictées par le souci croissant de filtrer les responsables aux différents stades névralgiques de la pyramide hiérarchique. Elles sont fondées sur l'inadaptation croissante de nombreux éléments de l'encadrement à faire face à la création des rapports hiérarchiques nouveaux, destinés à désamorcer les tensions, au sein de l'entreprise, génératrices de mouvements qui favorisent l'influence des éléments contestataires organisés, et accroissent la potentialité revendicative au sein des structures syndicales.

La stagnation, voire la récession des effectifs, accélèrent le processus de sélectivité du personnel amené à collaborer objectivement aux impératifs de la politique d'orientation des directions générales des établissements.

Il y a à ce niveau banalisation des basses fonctions de l'encadrement afin de mieux intégrer dans la structure hiérarchique le plus grand nombre possible d'agents subalternes en valorisant artificiellement leur rôle dans l'entreprise. Le projet d'intoxication est habile, il est gigantesque et qui plus est, il a de bonnes chances de porter ses fruits dans le secteur tertiaire, d'autant que les organisations syndicales ne préparent pas leurs militants à ce genre de lutte qui sort des schémas de la dialectique traditionnelle. Ce n'est pas le fait du hasard si le maintien et même globalement la réduction des éléments variables du salaires (points personnels) deviendront dans l'avenir plus sélectifs, c'est-à-dire qu'en fonction de nouvelles directives, ne seront plus saupoudrés, mais tendront à devenir pour une minorité, un élément substantiel de la rémunération.

Une nouvelle politique est née dans les sphères autorisées du C.N.P.F. en symbiose avec les énarques du Ministère du Travail qui ne manquera pas de bouleverser le monde du travail au cours des prochaines années. Ces mesures s'accompagnent d'une remise en cause des avantages acquis depuis 1936 (semaine de 40 h, heures supplémentaires, repos compensateurs, protection sociale collective, etc.)

Les objectifs immédiats

Choisir les hommes chargés du management non plus seulement en fonction de critères professionnels, mais essentiellement de leurs aptitudes sociologiques à saisir des situations inopinées qui naissent des rapports humains au sein de l'entreprise en fonction de la dégradation empirique des conditions de travail ou des changements structurels qui ne manquent pas d'affecter à court terme les pra-

tiques sociales et professionnelles.

Il s'agit de former des cadres à l'ergonomie afin de tenter de vider le cahier des revendications des délégués du personnel dont le rôle, selon les propos d'un haut dignitaire du C.N.P.F., devrait s'amenuiser au fil des ans, au profit d'instances parallèles de concertation, parfaitement infodées.

Les récentes procédures d'information et de concertation des cadres, dérivées d'une loi votée par le Parlement en 1978, à la demande de la C.G.C. qui a depuis longtemps compris le « piège » qui lui était tendu, vont effectivement dans ce sens. Revers de la médaille, la prolifération de réunions de toutes sortes devient aussi un problème inquiétant pour les directions dans le cadre de la disponibilité du temps réel de travail.

Les objectifs à long terme

Misant sur le dépérissement des organes de représentation du personnel, les directions pensent, par une sélectivité accrue des agents chargés d'exercer l'encadrement, créer les conditions nécessaires à un appauvrissement de la potentialité syndicale, ce qui n'est pas sans nous inquiéter au niveau des guichets à faible effectif ou à structure réduite. L'axe directionnel de cette entreprise d'introspection consiste à laminer toute notion de classe sociale et à faire accepter comme naturelle une hiérarchie des rémunérations basée sur la notion du droit à la différence (thème cher au capitalisme moderne) au profit d'une responsabilité fictive mais dont l'objectif repose sur l'annihilation de tout esprit critique de l'individu.

L'importance des méthodes psychotechniques

Depuis les thèses psychanalytiques de Freud qui ont marqué un demi-siècle d'enseignement scolastique, en particulier dans les applications de thérapie sexuelle, un champ inexploré considérable était ouvert dans le domaine de la psychologie sociale.

Importées pour la plupart des Etats-Unis, diverses écoles, diverses méthodes « test » sont apparues, qu'on utilise désormais beaucoup dans le domaine des entreprises, essentiellement pour l'embauche. Ces méthodes de psychologie appliquée basée sur l'analyse des réactions de l'individu dans des situations données où s'expriment les inclinaisons caractérielles irrationnelles de l'inconscient, ce qui, dans le rationalisme de Kant se décompose en « noumène » (chose en soi) et en phénomène (perception extérieure).

Connaître « la position de vie » d'un individu à partir des signes de reconnaissance qui s'expriment dans des réactions émotionnelles ne définit pas de prime abord le seuil d'incompétence, mais incline à promouvoir les profils de carrière.

Le but inavoué de ces méthodes

Il est plus profitable pour une entreprise de choisir des individus qui ne posent pas de problèmes sociaux ou « personnels ». La disponibilité d'esprit est effectivement le critère de rationalité qui est mis désormais en exergue dans le choix des employeurs et qui meuble d'autant plus les préoccupations du patronat que la récession économique des pays industrialisés, implique dans le cadre de la restructuration mondiale du capitalisme des reconversions parfois douloureuses. De plus, l'inadaptation chronique des hommes aux techniques nouvelles, liée à l'univers

concentrationnaire des grandes métropoles, suppose un esprit de soumission inconditionnel aux exigences d'une société où les individus sont exposés au conditionnement exacerbé des médias et où leurs conceptions oppositionnelles sont essentiellement déterminées par leur milieu socio-professionnel. La vie associative intégrée aux rouages de l'Etat et les loisirs organisés, complètent la panoplie des moyens existants pour subtiliser aux individus tout moyen de choix rationnel.

Utilisation de la psychologie sociale

L'exercice du pouvoir politique s'accompagne nécessairement du pouvoir économique. De ce point de vue, l'analyse introspective représente un enjeu considérable pour la perception du « vécu », c'est-à-dire de l'état psychologique préférentiel de l'individu.

Ce n'est pas un fait du hasard si les partis politiques, tant de gauche que de droite, par canal audio-visuel, tentent de se donner l'image la mieux adaptée à la séduction des foules. La psychologie sociale est le creuset des temps modernes où se forment les évolutions de la conscience collective et d'où le fascisme a tiré sa substance vitale.

La relation entre l'utilisation des tests psycho-techniques dont l'utilité pour le métier de vendeur apparaît comme une nécessité naturelle et son extension à des catégories de personnel non concernées par la vente, s'explique par le besoin de la connaissance des hommes, qui sont appelés à évoluer vers des fonctions de contact-clientèle dans les prochaines années, en raison de la modification des techniques bancaires, dans la perspective d'une réduction globale des effectifs (- 30%) dans les dix prochaines années - voir rapport NORA-MINC.

Le filtrage opéré ces dernières années pour les embauches n'était opérationnel que pour les fonctions de haut niveau. C'est-à-dire que pour une grande majorité d'agents, les directions des banques ignorent à peu près tout de leurs inclinaisons caractérielles, de leurs ambitions et de leur personnalité.

Le rôle des séminaires de psychologie de groupe

Répondant au double objectif d'initiation psychologique et de dépistage des éléments appelés à de plus grandes responsabilités hiérarchiques. Exemple : à la suite d'une projection de diapositives sur la communication, un test sur un sujet de conversation comme l'énergie nucléaire. Un participant expose ses conceptions sur un sujet choisi collectivement, mais suggéré par l'animateur du stage. Ensuite, il choisit dans le groupe un autre participant qui devra répéter l'exposé qu'il a entendu et exposer lui-même son point de vue, puis il choisit son interlocuteur et ainsi de suite.

Enseignement du test : 1) mots, 2) voix, 3) non verbal.

- Ce test fait appel :
- à la mémorisation audio-visuelle de décomposition de l'exercice,
 - à la mémorisation auditive,
 - à l'observation des signes de reconnaissance verbaux ou physiques,
 - à la faculté oratoire,
 - à la structuration de la pensée,
 - à la situation de vie du participant.

Il est à peu près impossible d'échapper à l'impitoyable violation de la nature profonde de l'individu à partir de pareilles

méthodes, car pris dans l'ambiance d'un groupe, la faculté de refuser est considérablement amoindrie. Cet exercice par exemple n'est pas anodin, et de plus, il est enregistré sur bande magnétique (bande qui ne sert d'ailleurs pas à la suite de l'exercice). De plus on peut penser que cela constitue un sondage d'opinions intéressant, à exploiter par des organismes spécialisés, surtout sur un sujet aussi brûlant d'actualité.

Micro sociologie Aspirations qualitatives

On voit donc à la lumière des explications concernant la nécessaire perception de la nature profonde de l'individu liée aux inter-actions des travaux de groupes, qu'il y a un rapport intéressant mais lointain avec les techniques de vente traditionnelles basées avant tout sur une trilogie de l'argumentation (induire-convaincre-réaliser). La remise en cause globale des avantages acquis de haute lutte par la classe ouvrière doit s'accompagner d'une connaissance scientifique du monde du travail, afin de déconnecter les travailleurs de leurs organes de représentation traditionnels, les syndicats. Les banques sont parfaitement conscientes de cette réalité, et participent activement à ce projet dont les séminaires d'exploitation et de communication ne sont qu'un élément pour l'utilisation fonctionnelle de la psychologie sociale.

Conclusion

L'intérêt de ces stages est déçu par le sentiment de considération à l'égard des participants qui ne se doutent nullement de leur participation à des tests de psychologie de groupe, on leur explique que l'enseignement qui leur est fourni, leur servira à être plus opérationnels dans leur travail, en somme accroître leur réussite.

Par leur habilité à communiquer avec les participants, les animateurs facilitent les échanges, qui deviennent très vite spontanés, en observant insidieusement les réactions de chacun et les inter-actions au sein du groupe. Bien entendu, on assure que tout ce qui est dit ou fait dans le stage ne sortira pas des murs.

Il est hors de doute que toutes ces épreuves ne sont pas gratuites, et que les banques ne paient pas par philanthropie un séjour équivalant à une semaine de travail à un nombre aussi important d'agents, dans l'unique but de leur procurer une méditation sur leur personnalité. Ce qu'apportent les participants dans ces stages me paraît plus important que ce qu'ils reçoivent en contre partie. Heureux seront ceux dont la dépersonnalisation correspondra à ce que cherche l'entreprise pour accéder aux responsabilités.

Le dépistage et la mise en fiche de tous les éléments tenant compte de « l'ipsité » (en langage philosophique) de l'individu seront vraisemblablement suivis d'un écrémage en coordination avec les responsables des guichets et succursales.

Ainsi chacun, persuadé d'avoir fait un stage profitable, se sera inconsciemment « mis à poil », et sera comblé de s'être fait des « amis » auprès de la direction, de l'exploitation (style boy-scout).

Le piège fonctionne bien, les proies sont faciles, car non initiées. Il est urgent que les organisations syndicales sortent de leur torpeur routinière pour faire face aux innovations dangereuses du patronat.

Jean-Claude RICARD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.